

# Portrait: rebelle de Parlement

écrit par Jerome Burgener | 24 mars 2022

Deux jours avant les élections cantonales vaudoises, Mathilde Marendaz, à l'origine du thème du premier numéro du Peuple (!), commande un chocolat chaud accompagné d'un espresso bien serré dans un charmant café alternatif de la Cité thermale. Quand on lui demande pourquoi elle s'est engagée en politique, l'élue Ecologie et Solidarité de 24 ans énumère tous les combats actuels des partis d'extrême gauche: défense du climat, féminisme, justice sociale, antiracisme, etc. «Depuis toute jeune, je suis affectée par les inégalités. Durant ma dernière année de gymnase, mon professeur de géographie nous a beaucoup encouragés à nous engager et construire le monde de demain. Avec des amis, nous avons organisé un festival écologique à Yverdon, AlternatYv, et des associations d'entraide avec les migrants.»

C'est seulement ensuite que Mathilde Marendaz décide d'adopter une étiquette politique: Les Verts d'Yverdon-les-Bains et les Jeunes Verts vaudois, pour ensuite devenir coordinatrice romande de la formation nationale: «J'étais très motivée et engagée. Il fallait que les choses avancent!»

Elle participe en 2018 aux grèves du climat et aux mouvements de blocage des banques. «M'engager dans ces groupes m'a apporté de fortes réflexions politiques et philosophiques à propos du système économique dans lequel nous vivons et qui ne profite qu'à une petite partie de la population et ravage la planète», souligne la politicienne.

Pourquoi, avec un tel élan, quitter Les Verts pour rejoindre Solidarité & Ecologie? «Durant la ZAD de la Colline du Mormont, je me suis sentie abandonnée par la ministre (ndlr

Verte) Béatrice Métraux, qui n'a pas affiché clairement son soutien à la ZAD, et a dit que la production de béton était un résultat de la demande. Alors qu'on a besoin d'une vraie planification écologique. Je comprends qu'elle était obligée d'obéir à une décision de justice, mais l'opération de police a violé plusieurs droits fondamentaux des militants »

Elle déplore le manque de courage politique de son ancienne formation: «Il faut redéfinir notre économie et l'orienter sur autre chose que la croissance du PIB et du profit. Les Verts ne veulent pas le dire pour ne pas entrer en conflit avec certains intérêts privés et capitalistes.»

Enfin, l'élue préfère mettre en avant ce qu'elle appelle une «écologie populaire»: «Les transports publics, coûteux, doivent être gratuits. Les aliments biologiques, coûteux eux aussi, doivent être accessibles pour les moins fortunés. Pour cela, nous prônons un salaire minimal et une taxation plus élevée pour les multinationales du canton de Vaud.»

Tous ces engagements politiques ne sont pas du goût de tous. Samedi 12 mars, une inscription «Mort aux communistes Marendaz, Dridi, & Co.» a été découverte sur la façade de l'hôtel de ville de Lausanne. «J'ai tout d'abord été surprise et choquée. J'ai ensuite compris que mon soutien aux différents mouvements sociaux ne plaisait pas à certains groupes fascistes ou néo-nazis. Je pense que ces formations sont énervées parce que nos revendications prennent une place importante dans le débat public. Je ne tolère pas ces menaces de mort et j'ai donc porté plainte contre inconnu.»

Au soir du 20 mars, Mathilde Marendaz a rassemblé un peu plus de 9000 voix lors du premier tour des élections au Conseil d'Etat. Un score qui la place en 14e position. En parallèle,

elle a obtenu un siège au Grand Conseil.